

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE FRANÇAISE**

F. 81 — 69

20 OCTOBRE 1980. — Arrêté royal portant coordination des dispositions de la loi du 19 juillet 1971 et du décret du 20 juillet 1978, la modifiant

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 6 du décret du 20 juillet 1978 du Conseil culturel de la Communauté culturelle française, modifiant la loi du 19 juillet 1971, relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Éducation nationale, membre de l'Exécutif de la Communauté française,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont coordonnées, conformément au texte annexé au présent arrêté, les dispositions de la loi du 19 juillet 1971, relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, et celles du décret du 20 juillet 1978 du Conseil culturel de la Communauté culturelle française, modifiant la loi susvisée.

Art. 2. Notre Ministre de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 octobre 1980.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Éducation nationale,
membre de l'Exécutif de la Communauté française,

G. MATHOT

Coordination des dispositions de la loi du 19 juillet 1971, relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, et du décret du 20 juillet 1978 du Conseil culturel de la Communauté culturelle française, modifiant la loi susvisée

Article 1er. § 1er. Le Ministre de l'Éducation nationale accorde des allocations d'études aux élèves de l'enseignement secondaire qui sont âgés de plus de quatorze ans et aux étudiants de l'enseignement supérieur, lorsqu'ils sont de condition peu aisée.

Cependant, le Ministre de l'Éducation nationale peut, sur avis du Conseil supérieur des Allocations d'Études, organiser, à partir du deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long et universitaire, un régime de prêts qui se substituent aux allocations d'études.

Les projets en la matière seront obligatoirement délibérés en collège exécutif de la Communauté.

§ 2. Des prêts d'études sont accordés aux étudiants qui, étant titulaires d'un diplôme de fin d'études supérieures, poursuivent des études spécialisées connexes à ce diplôme ou préparent, sous la direction d'un promoteur, une thèse en vue de l'obtention d'un titre de docteur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur.

§ 3. Des prêts d'études peuvent être accordés en complément d'allocations d'études.

§ 4. Des prêts d'études peuvent être accordés aux étudiants et aux élèves qui ne peuvent bénéficier d'une allocation d'études.

§ 5. Le Roi fixe les modalités suivant lesquelles sont octroyés ces allocations et ces prêts.

**MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN FRANSE CULTUUR**

N. 81 — 69

20 OKTOBER 1980. — Koninklijk besluit houdende samenordering van de bepalingen van de wet van 19 juli 1971 en van het decreet van 20 juli 1978, waarbij ze wordt gewijzigd

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 6 van het decreet van 20 juli 1978 van de Cultuurraad van de Franse Cultuurgemeenschap, houdende wijziging van de wet van 19 juli 1971, betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, samengeordend op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Nationale Opvoeding, lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Overeenkomstig de tekst gevoegd bij dit besluit, worden de bepalingen van de wet van 19 juli 1971, betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen, en die van het decreet van 20 juli 1978 van de Cultuurraad van de Franse Cultuurgemeenschap houdende wijziging van de hierboven bedoelde wet, samengevoegd.

Art. 2. Onze Minister van Nationale Opvoeding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 oktober 1980.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,
lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

G. MATHOT

Samenordering van de bepalingen van de wet van 19 juli 1971, betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen en van het decreet van 20 juli 1978 van de Cultuurraad van de Franse Cultuurgemeenschap, houdende wijziging van de hierboven vermelde wet

Artikel 1. § 1. De Minister van Nationale Opvoeding verleent studietoelagen aan de leerlingen van het secundair onderwijs die meer dan veertien jaar zijn en aan de studenten van het hoger onderwijs wanneer zij minvermogend zijn.

De Minister van Nationale Opvoeding kan echter op advies van de Hoge Raad van de Studietoelagen vanaf de tweede cyclus van het hoger onderwijs van het lange type en van het universitair onderwijs, een stelsel van leningen instellen die in de plaats komen van de studietoelagen.

Over de ontwerpen ter zake moet worden beslist door het uitvoerend college van de Gemeenschap.

§ 2. Aan studenten die reeds in het bezit zijn van een eindexamen diploma van hoger onderwijs en een gespecialiseerd onderwijs volgen dat aansluit bij hun voormeld diploma of die onder de leiding van een promotor een thesis voorbereiden voor het behalen van een titel van doctor of van geaggregeerde van het hoger onderwijs, worden studieleningen verleend.

§ 3. Studieleningen kunnen worden verleend ter aanvulling van studietoelagen.

§ 4. Studieleningen kunnen worden verleend aan studenten en leerlingen die geen studietoelage kunnen genieten.

§ 5. De Koning bepaalt de wijze waarop de toelagen en de leningen worden verleend.

Art. 2. Ces allocations et prêts d'études sont accordés aux élèves et étudiants belges qui poursuivent des études dans les établissements d'enseignement organisés, subventionnés ou reconnus par l'Etat.

Le Roi peut étendre le champ d'application de la présente loi à certaines catégories d'élèves et étudiants étrangers qui résident en Belgique et y font des études.

Le Roi peut étendre le champ d'application de la présente loi à des élèves ou étudiants belges qui font des études à l'étranger.

Art. 3. Sauf dans les cas déterminés par le Roi, il ne peut être accordé d'allocation à l'élève ou à l'étudiant qui, n'étant plus soumis à l'obligation scolaire, fait des études d'un niveau égal ou inférieur à celui des études qu'il a déjà faites, qu'il ait ou non bénéficié, à cette fin, d'une allocation ou d'un prêt d'études. Un prêt d'études peut toutefois être accordé aux conditions et selon les modalités fixées par le Roi.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le Roi détermine les différents niveaux d'études.

Un prêt en vue de la préparation d'une thèse de doctorat, ne peut être accordé plus de quatre fois.

Le Roi fixe les conditions d'octroi des allocations et prêts d'études accordés à certaines catégories d'élèves des cours de promotion sociale.

Les élèves libres ne bénéficient pas des allocations et prêts d'études.

Art. 4. Pour l'application de la présente loi, est réputé de condition peu aisée l'élève ou l'étudiant dont les ressources ou celles des personnes qui en ont la charge ou y pourvoient n'excèdent pas le montant fixé par le Roi.

Art. 5. Les élèves de condition peu aisée de l'enseignement secondaire, qui sont âgés de plus de quatorze ans, et les étudiants de condition peu aisée de l'enseignement supérieur ont droit à une allocation ou un prêt d'études, pour une année d'études déterminée, s'ils ont terminé avec fruit l'année scolaire précédente ou s'ils ont subi avec succès une épreuve d'accès légalement ou régulièrement fixée à certains cycles d'études.

Le Roi peut organiser l'octroi d'allocations aux élèves de l'enseignement secondaire qui n'ont pas atteint l'âge de quatorze ans et qui se trouvent dans les situations sociales exceptionnelles qu'il détermine.

Il peut, en outre, fixer les conditions particulières pour l'octroi de ces allocations, et notamment déroger aux conditions prévues par la loi du 19 juillet 1971.

Les allocations et les prêts d'études ne peuvent être employés que pour couvrir les frais résultant de l'entretien de l'élève ou de l'étudiant et des études qu'ils poursuivent. Ces fonds ne peuvent être saisis du chef des dettes que l'élève, l'étudiant ou leur représentant légal auraient contractées et qui seraient étrangères à ces fins.

Art. 6. Les allocations et prêts d'études sont accordés pour une année d'études.

Un élève ou étudiant ne peut bénéficier qu'une seule fois, par année scolaire ou académique, des avantages prévus par la loi.

Les allocations et prêts d'études pour l'enseignement secondaire sont liquidés avant le 1er janvier de l'année scolaire.

Une avance d'au moins 75 p.c. du montant de l'allocation ou du prêt d'études pour l'enseignement supérieur est versée avant le 1er avril.

Une avance d'au moins 75 p.c. du montant de l'allocation ou du prêt d'études pour l'enseignement supérieur est versée avant le 15 novembre de l'année scolaire ou académique, aux étudiants qui ont réussi en première session. Le solde est liquidé avant le 1er avril.

Art. 7. Les conditions et modalités d'octroi des allocations et des prêts sont fixées par le Roi, notamment en fonction des revenus de toute nature des demandeurs et des personnes qui en ont la charge.

Les conditions et modalités de remboursement des prêts sont également fixées par le Roi, notamment en fonction des revenus de toute nature des demandeurs et des personnes qui en ont la charge.

Art. 2. Deze studietoelagen en leningen worden toegekend aan Belgische leerlingen en studenten die studeren in door de Staat georganiseerde, gesubsidieerde of erkende onderwijsinrichtingen.

De Koning kan het toepassingsgebied van de wet uitbreiden tot categorieën van buitenlandse studenten en leerlingen die in België verblijven en er onderwijs volgen.

De Koning kan het toepassingsgebied van de wet uitbreiden tot Belgische leerlingen en studenten die in het buitenland onderwijs volgen.

Art. 3. Behoudens in de door de Koning bepaalde gevallen, mag geen studietoelage worden toegekend aan een niet meer leerplichtige leerling of student die onderwijs volgt van een niveau dat gelijk is of lager dan het niveau van het onderwijs dat hij reeds, al dan niet met toekenning van een studietoelage of lening, gevolgd heeft. Een studielening mag echter worden toegekend onder de voorwaarden en op de wijze die door de Koning worden bepaald.

Voor de toepassing van vorig lid bepaalt de Koning de verschillende onderwijsniveaus.

Een lening voor het voorbereiden van een doctoraatsthesis mag echter niet meer dan vier maal verleend worden.

De Koning bepaalt de voorwaarden waarin studietoelagen en leningen toegekend worden aan zekere categorieën leerlingen van het onderwijs voor sociale promotie.

Vrije leerlingen kunnen noch studietoelagen, noch leningen genieten.

Art. 4. Voor de toepassing van de wet worden als minvermogenend beschouwd, de leerling of de student wiens vermogen of dit van de personen van wie hij ten laste is of die in zijn onderhoud voorzien, het door de Koning vastgestelde vermogen niet overschrijdt.

Art. 5. De minvermogenende leerlingen van het secundair onderwijs, die meer dan veertien jaar zijn en de minvermogenende studenten van het hoger onderwijs hebben recht op een studietoelage of lening voor een bepaald studiejaar indien ze met vrucht het vorige schooljaar beëindigd hebben of indien zij geslaagd zijn ten overstaan van een centrale examencommissie of indien zij voldoen aan de wettelijk of reglementair bepaalde toelatingsvoorwaarden tot zekere studiecyclussen.

De Koning kan de toekenning van de toelagen regelen aan de leerlingen van het secundair onderwijs die de leeftijd van veertien jaar niet hebben bereikt en die zich in de uitzonderlijke sociale toestanden bevinden die hij bepaalt.

Hij kan bovendien de uitzonderlijke voorwaarden bepalen voor de toekenning van deze toelagen en inzonderheid afwijken van de voorwaarden bepaald in de wet van 19 juli 1971.

De studietoelagen en leningen mogen slechts worden aangewend voor het dekken van de kosten voor het onderhoud van de leerling of de student en het door hen gevolgde onderwijs. Op deze gelden mag geen beslag worden gelegd wegens schulden, die de leerling, de student of hun wettelijke vertegenwoordiger hebben aangegaan en die geen verband houden met deze doeleinden.

Art. 6. De studietoelagen en leningen worden voor één studiejaar toegekend.

Een leerling of student kan slechts eenmaal per schooljaar of per academiejaar de bij de wet bepaalde voordelen genieten.

Studietoelagen en leningen voor het secundair onderwijs worden vóór 1 januari van het schooljaar uitbetaald.

Een voorschot van ten minste 75 pct. van het bedrag van de studietoelage of lening voor het hoger onderwijs wordt vóór 1 april uitbetaald.

Een voorschot van ten minste 75 pct. van het bedrag van de studietoelage of lening voor het hoger onderwijs wordt vóór 15 november van het academiejaar of het schooljaar aan de studenten die in de eerste zitting geslaagd zijn, uitbetaald. Het saldo wordt vóór 1 april vereffend.

Art. 7. De voorwaarden en de wijze van toekenning van de toelagen en van de leningen worden door de Koning bepaald, inzonderheid in verhouding tot de inkomsten van allerhande aard van de aanvragers en van de personen van wie zij ten laste zijn.

De voorwaarden en de wijze van terugbetaling van de leningen worden eveneens door de Koning bepaald, inzonderheid in verhouding tot de inkomsten van allerhande aard van degenen die ervan genieten en van de personen van wie zij ten laste zijn.

Le Roi peut lier l'octroi des prêts au paiement d'intérêts dont il fixe les taux.

Art. 8. La demande d'allocation ou de prêt est introduite par l'élève ou l'étudiant ou par son représentant légal, auprès du service des allocations et prêts d'études du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française ou du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise, selon la langue d'enseignement de l'établissement ou de la section en vue de la fréquentation desquels une intervention est demandée.

Sur avis conforme du Comité de protection de la jeunesse, la personne qui pourvoit à l'entretien de l'élève ou de l'étudiant, peut, en cas de carence du représentant légal, présenter une demande d'allocation.

Les décisions prises concernant la demande sont notifiées sans délai à l'intéressé.

Art. 9. Le Roi établit les critères en vue de la détermination du montant des allocations et des prêts.

Art. 10. Le remboursement de l'allocation ou du prêt d'études est immédiatement réclamé, aux conditions déterminées par le Roi, dans les cas ci-après :

1° lorsqu'une des conditions requises n'était pas remplie au moment de l'octroi de l'allocation ou du prêt;

2° lorsque, sauf motif valable, l'élève ou l'étudiant ne suit pas régulièrement tous les cours et tous les exercices pratiques ou ne se présente pas à tous les examens de fin d'année, y compris ceux de la deuxième session.

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est chargé d'office :

1° de procéder à la récupération de prêts accordés conformément à l'article 7 de la présente loi;

2° de poursuivre conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, le recouvrement des allocations et prêts d'études exigé en tout ou en partie.

Un intérêt dont le taux est fixé par le Roi peut être exigé si l'étudiant abandonne ses études sans motif valable ou s'il a obtenu l'allocation ou le prêt sur la foi de déclarations inexactes ou incomplètes.

La demande de remboursement est adressée au débiteur par lettre recommandée à la poste, mentionnant :

1° les paiements faits et leur date;

2° les motifs pour lesquels le remboursement est exigé;

3° la somme totale réclamée.

Art. 11. Sont acquises définitivement aux bénéficiaires, pour autant qu'elles n'aient pas été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou des déclarations fausses ou sciemment incomplètes, les sommes payées indûment par les services des allocations d'études si le remboursement n'est pas exigé dans les cinq ans à compter du 1er janvier de l'exercice budgétaire sur lequel la dépense est imputée.

Art. 12. § 1er. Les demandeurs, qui jugent injustifié ou excessif le montant du remboursement réclamé en vertu de l'article 10, peuvent introduire un recours motivé auprès du Conseil d'Appel composé d'un magistrat-président, de deux membres appartenant à l'enseignement officiel, de deux membres appartenant à l'enseignement libre et de deux délégués de l'État, dont le chef du service des allocations et des prêts d'études.

L'un des délégués de l'État assurera les fonctions de secrétaire.

A peine de forclusion, l'appel doit être interjeté dans les quinze jours de la notification de la décision attaquée.

Les décisions du Conseil d'Appel sont motivées.

Le Roi nomme les membres du Conseil d'Appel et règle la procédure.

Le mandat des membres est de cinq ans.

En cas de décès ou de démission d'un membre, un nouveau membre est nommé suivant les mêmes règles que son prédécesseur. Le membre nommé en remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire achève le mandat de son prédécesseur.

De Koning kan de toekenning van de leningen afhankelijk maken van de betaling van intresten waarvan hij de rentevoet bepaalt.

Art. 8. De aanvraag voor een studietoelage of lening wordt door de leerling of door de student of door zijn wettelijke vertegenwoordiger bij de dienst voor studietoelagen of leningen van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur of van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur, ingediend volgens de onderwijstaal van de inrichting of de afdeling die de leerling of student, die een toelage of lening wenst te bekomen, zal bezoeken.

Op eensluidend advies van het Jeugdbeschermingscomité mag, ingeval de wettelijke vertegenwoordiger niet optreedt, een aanvraag tot het bekomen van een toelage ingediend worden door de persoon die in het onderhoud van de leerling of de student voorziet.

De beslissingen over de aanvraag worden onverwijld aan de betrokkene medegedeeld.

Art. 9. De Koning bepaalt de criteria voor het vaststellen van het bedrag van de toelagen en van de leningen.

Art. 10. De terugbetaling van de studietoelage en lening wordt onmiddellijk opgeëist onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden in de volgende gevallen :

1° wanneer één van de voorwaarden bij de toekenning van de lening of toelage niet was vervuld;

2° wanneer de leerling of de student zonder gegronde reden niet regelmatig al de lessen en al de praktische oefeningen volgt of wanneer hij zonder gegronde reden niet aan alle eindexamens deelneemt, met inbegrip van die van de tweede zitting.

Het Bestuur van de Registratie en Domeinen is ambtshalve belast met :

1° de invordering van de leningen toegestaan overeenkomstig artikel 7 van deze wet;

2° het vervolgen overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949 van de volledige of gedeeltelijke invordering van de studietoelagen en leningen.

Een intrest waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald, kan geëist worden indien de student zijn studien zonder gegronde reden opgeeft of indien hij de toelage of lening heeft verkregen op basis van onjuiste of onvolledige verklaringen.

De aanvraag tot terugbetaling wordt aan de schuldenaar gericht bij een ter post aangetekende brief waarin vermeld worden :

1° de uitgekeerde betalingen en de data ervan;

2° de redenen waarop de terugbetaling is gesteund;

3° het totaal van de teruggevraagde som.

Art. 11. Zijn voorgoed verkregen door diegenen die ze hebben ontvangen, ten minste indien zij deze niet door bedrieglijke handelingen hebben bekomen of door valse of wetens en willens onvolledige verklaringen, de door de diensten voor studietoelagen onverschuldigd uitbetaalde sommen, wanneer de terugbetaling ervan niet gevraagd wordt binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van 1 januari van het begrotingsjaar waarop de uitgave is aangerekend.

Art. 12. § 1. De aanvragers die de krachtens artikel 10 gevorderde terugbetaling niet verantwoord of het bedrag ervan te hoog achten, kunnen een met redenen omkleed beroep instellen bij een Raad van Beroep bestaande uit een magistraat-voorzitter, twee leden die tot het officieel onderwijs behoren, twee leden die tot het vrij onderwijs behoren, en twee afgevaardigden van de Staat. Eén van laatstgenoemden is het hoofd van de dienst voor studietoelagen en leningen.

Eén van de afgevaardigden van de Staat fungeert als secretaris.

Op straffe van verval moet het beroep ingesteld worden binnen de veertien dagen die volgen op de mededeling van de bestreden beslissing.

De beslissingen van de Raad van Beroep zijn met redenen omkleed.

De Koning benoemt de leden van de Raad van Beroep en bepaalt de procedure.

Het mandaat van de leden duurt vijf jaar.

Wanneer een lid overlijdt of ontslag neemt, wordt een nieuw lid benoemd volgens dezelfde regels als zijn voorganger. Het lid, benoemd ter vervanging van een overleden of ontslagnemend lid, beëindigt diens mandaat.

§ 2. Les demandeurs évincés ou ceux qui estiment insuffisant le montant de l'allocation peuvent introduire une réclamation auprès du service des allocations et des prêts d'études intéressés.

La réclamation doit être introduite par lettre recommandée dans les trente jours qui suivent la notification du montant définitif de l'allocation ou du prêt d'études : elle doit contenir les arguments de droit et de fait invoqués par le demandeur à l'appui de ses prétentions.

Il est répondu aux réclamations dans les trente jours de leur réception au service des allocations et des prêts d'études.

Ces réponses sont motivées.

Art. 13. Il y a, au Ministère de l'Education nationale et de la Culture française, ainsi qu'au Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise un service des allocations.

Ces services sont soumis aux dispositions que le Roi détermine sur la proposition des Ministres dont ils relèvent et du Ministre des Finances.

Ces dispositions prévoient entre autres :

- 1° la décentralisation de ces services;
- 2° l'établissement et la publication d'un budget et de comptes;
- 3° le contrôle des comptes par la Cour des Comptes, qui pourra l'effectuer sur place;
- 4° le maintien des dépenses dans les limites des recettes et dans celles des crédits limitatifs votés;
- 5° la faculté d'utiliser, dès le commencement de l'année, les ressources disponibles à la fin de l'année précédente;

6° le maniement et la garde des fonds et valeurs par un comptable justiciable à la Cour des Comptes.

Art. 14. Les recettes et dépenses relatives aux allocations et prêts d'études sont inscrites à la section :

« Dépenses de l'Etat sur ressources affectées » du budget de chacun des Ministères de l'Education nationale.

Les recettes non utilisées au cours d'un exercice sont portées en recettes au budget de l'exercice suivant et y reçoivent l'affectation que leur a donné le budget.

Les fonds provenant du remboursement d'allocations et de prêts d'études sont placés en compte-courant, soit à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, soit au Crédit communal de Belgique.

Art. 15. Les Ministres disposent, chacun en ce qui le concerne :

- a) pour les allocations d'études :
 - 1° de crédits dont le montant est inscrit annuellement dans la loi budgétaire;
 - 2° des remboursements éventuels d'allocations d'études;
- b) pour les prêts d'études :
 - 1° des crédits dont le montant est inscrit annuellement dans la loi budgétaire;
 - 2° des remboursements éventuels faits par les bénéficiaires d'un prêt d'études.

Les fonds destinés aux allocations d'études et ceux destinés aux prêts d'études font l'objet de comptabilités distinctes.

Art. 16. § 1er. Il y a, au Ministère de l'Education nationale et de la Culture française, ainsi qu'au Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, un Conseil supérieur.

Ces Conseils donnent, soit à la demande du Ministre, soit d'initiative, leur avis sur toutes questions intéressant le régime des allocations et prêts d'études.

Leur consultation est obligatoire :

- 1° sur la politique générale en matière d'allocations et de prêts d'études;
- 2° sur les crédits qui sont requis annuellement et leur répartition;
- 3° sur les projets de règlements à prendre en exécution de la loi.

En ces matières le Conseil doit émettre son avis au plus tard deux mois après avoir été saisi d'une demande d'avis.

§ 2. Chaque Conseil comprend deux sections, une section pour l'enseignement secondaire et une section pour l'enseignement supérieur.

Il se compose :

- 1° de huit membres nommés par le Roi, à raison de quatre membres par section, et de manière telle que l'enseignement officiel et l'enseignement libre y soient représentés à parts égales;

§ 2. De afgewezen aanvragers of zij die het bedrag van de toegekende toelage of lening ontoereikend achten, kunnen een klacht indienen bij de betrokken dienst voor studietoelagen en -leningen.

De klacht moet worden ingediend bij aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de mededeling van het definitief bedrag van de studietoelage of -lening, en moet de juridische en feitelijke argumenten vermelden die de aanvrager aanvoert tot staving van zijn aanspraak.

De klachten worden beantwoord binnen dertig dagen na de ontvangst ervan door de dienst voor studietoelagen en -leningen.

De antwoorden zijn met redenen omkleed.

Art. 13. Bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur is er een dienst voor studietoelagen.

Deze diensten zijn onderworpen aan de bepalingen die de Koning vastlegt op de voordracht van de Minister onder wie ze ressorteren en van de Minister van Financiën.

Deze bepalingen behelzen onder andere :

- 1° de decentralisatie van deze diensten;
- 2° het opmaken en het bekendmaken van een begroting en van rekeningen;
- 3° de controle van de rekeningen door het Rekenhof die ze ter plaatse kan verrichten;
- 4° het begrenzen van de uitgaven door de ontvangsten en door de goedgekeurde limitatieve kredieten;
- 5° de mogelijkheid om, met ingang van het jaar, de bij het verstrijken van het vorige jaar beschikbare geldmiddelen te gebruiken;
- 6° de behandeling en de bewaring van de gelden en waarden door een tegenover het Rekenhof verantwoordelijk rekenplichtige.

Art. 14. De ontvangsten en uitgaven betreffende de studietoelagen en -leningen worden geboekt in de sectie :

« Staatsuitgaven op de inkomsten » van de begroting van elk Ministerie van Nationale Opvoeding.

De in de loop van een dienstjaar niet gebruikte ontvangsten worden op de begroting van volgend dienstjaar als ontvangsten ingeschreven en bekomen er de bestemming die hun door de begroting gegeven werd.

Terugbetalingen van studietoelagen en -leningen worden geplaatst op een rekening-courant, hetzij bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, hetzij bij het Gemeentekrediet van België.

Art. 15. De Ministers, ieder wat hem betreft, beschikken :

- a) voor de studietoelagen :
 - 1° over kredieten, waarvan het bedrag jaarlijks ingeschreven wordt in de begrotingswet;
 - 2° over de eventuele terugbetaling van studietoelagen;
- b) voor de studieleningen :
 - 1° over kredieten, waarvan het bedrag jaarlijks ingeschreven wordt in de begrotingswet;
 - 2° over de terugbetaling gedaan door de gerechtigden op een studielening.

Van de fondsen voor studietoelagen en van de fondsen voor studieleningen wordt afzonderlijk boekgehouden.

Art. 16. § 1. Bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur is er een Hoge Raad.

Deze Raden geven, hetzij op verzoek van de Minister, hetzij op eigen initiatief, advies omtrent alle vraagstukken in verband met het regime van de studietoelagen en de studieleningen.

Zij moeten geraadpleegd worden over :

- 1° het algemeen beleid inzake studietoelagen en -leningen;
- 2° de kredieten die jaarlijks vereist zijn en hun verdeling;
- 3° de ontwerpen van reglementen ter uitvoering van de wet.

Wat deze materie betreft, moet de Raad advies geven ten laatste twee maanden nadat een aanvraag om advies werd ingediend.

§ 2. Iedere Raad bestaat uit twee afdelingen, één voor het secundair onderwijs en één voor het hoger onderwijs.

Hij is samengesteld uit :

- 1° acht leden door de Koning benoemd naar rata van vier leden per afdeling en derwijze dat het officieel onderwijs en het vrij onderwijs op gelijke wijze vertegenwoordigd zijn;

2° de quatre membres représentant les organisations de parents des élèves de l'enseignement secondaire, nommés par le Roi de manière telle que les associations de parents d'élèves de l'enseignement officiel et les associations de parents d'élèves de l'enseignement libre y soient représentées à parts égales;

3° de quatre membres représentant les organisations d'étudiants de l'enseignement supérieur, nommés par le Roi de manière telle que les associations d'étudiants de l'enseignement supérieur officiel et les associations d'étudiants de l'enseignement supérieur libre y soient représentées à parts égales;

4° de deux représentants d'organisations professionnelles dont l'activité s'étend à l'ensemble des secteurs économiques;

5° de deux représentants d'organisations patronales dont l'activité s'étend à l'ensemble des secteurs économiques.

Le Roi nomme les membres suppléants.

Le président et le secrétaire exceptés, le mandat des membres est de cinq ans; il peut être renouvelé une fois.

En cas de décès ou de démission d'un membre, le nouveau membre est nommé suivant les mêmes règles que son prédécesseur. Le membre nommé en remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire achève le mandat de son prédécesseur.

Le Roi nomme, parmi les membres, un président et un vice-président.

Le secrétariat est assuré par le chef du service des allocations et des prêts d'études du département intéressé.

§ 3. Le Conseil est convoqué par le Ministre ou à la demande d'un tiers des membres.

Des réunions en commun des Conseils peuvent être tenues à la demande des Ministres et sur un ordre du jour établi par eux.

La présidence de ces réunions communes est assurée alternativement par le président d'un des deux Conseils.

§ 4. Les Ministres publient annuellement un rapport des activités du Conseil supérieur et du Service des allocations et prêts d'études.

Ce rapport est établi par le secrétariat du Conseil supérieur.

Art. 17. L'article 59, 47°, du Code des droits de timbre est remplacé par la disposition suivante :

« 47° Toutes les pièces administratives produites à l'appui d'une demande d'allocation ou de prêt d'études ou à l'occasion de celle-ci par les requérants et les bénéficiaires. »

Art. 18. § 1er. Le Fonds national des Etudes, institué par la loi du 19 mars 1954, est dissous.

§ 2. A l'article 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Fonds national des Etudes », insérés par l'arrêté du 18 décembre 1957, sont supprimés.

§ 3. L'actif et le passif du Fonds sont repris par l'Etat et mis, selon les modalités déterminées par le Roi, à la disposition ou à la charge du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise.

Art. 19. Les étudiants qui peuvent prétendre, en vertu de la loi du 19 mars 1954, au renouvellement de leur bourse d'études, et qui répondent aux conditions prévues par la présente loi, obtiennent une allocation d'études qui ne peut être inférieure au montant de cette bourse.

Art. 20. Les fonctionnaires de niveau I des services des allocations d'études peuvent obtenir tous les renseignements qu'ils jugent utiles en vue de l'application de la présente loi.

Pour l'application de ces dispositions, les fonctionnaires du Ministère des Finances sont dispensés de la discrétion qui leur est imposée par les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Art. 21. La loi du 19 mars 1954, instituant un Fonds national des Etudes, modifiée par la loi du 20 juin 1966 et par l'arrêté royal n° 16 du 18 avril 1967, est abrogée.

2° vier leden die de ouderverenigingen van de leerlingen uit het secundair onderwijs vertegenwoordigen, door de Koning benoemd, derwijze dat de ouderverenigingen van de leerlingen uit het officieel onderwijs en dat de ouderverenigingen van de leerlingen uit het vrij onderwijs op gelijke wijze vertegenwoordigd zijn;

3° van vier leden die de studentenverenigingen van het hoger onderwijs vertegenwoordigen, benoemd door de Koning, derwijze dat de studentenverenigingen van het officieel hoger onderwijs en de studentenverenigingen van het vrij hoger onderwijs op gelijke wijze vertegenwoordigd zijn;

4° twee vertegenwoordigers van vakverenigingen die al de bedrijfssectoren vertegenwoordigen;

5° twee vertegenwoordigers van de verenigingen van werkgevers die al de bedrijfssectoren vertegenwoordigen.

De Koning benoemt de plaatsvervangende leden.

Het mandaat van de leden, de voorzitter en de secretaris uitzonderd, duurt vijf jaar en is eenmaal vernieuwbaar.

In geval van overlijden of ontslag van een lid wordt het nieuwe lid benoemd volgens de voorschriften die gelden bij de benoeming van zijn voorganger. Het lid benoemd ter vervanging van een overleden of ontslagnemend lid beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

De Koning benoemt onder de leden een voorzitter en een ondervoorzitter.

Het hoofd van de dienst studietoelagen en leningen van het betrokken Ministerie neemt het secretariaat waar.

§ 3. De Raad wordt samengeroepen door de Minister of op verzoek van één derde van de leden.

Gemeenschappelijke vergaderingen van de Raden kunnen plaatshebben op verzoek van de Ministers, om de door hen opgestelde agenda te behandelen.

Deze gemeenschappelijke vergaderingen worden beurtelings voorgezeten door de voorzitters van beide Raden.

§ 4. De Ministers publiceren een jaarverslag over de activiteiten van de Hoge Raad en over die van de Dienst voor studietoelagen en leningen.

Dit verslag wordt opgesteld door het secretariaat van de Hoge Raad.

Art. 17. Artikel 59, 47°, van het Wetboek der zegelrechten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 47° Alle administratieve bescheiden die, hetzij tot staving van een aanvraag tot het bekomen van een studietoelage of lening, hetzij naar aanleiding van een zodanige toelage of lening, door de verzoekers en de begunstigen ingediend worden. »

Art. 18. § 1. Het Nationaal Studiefonds, ingesteld bij de wet van 19 maart 1954, wordt ontbonden.

§ 2. De woorden « Nationaal Studiefonds » ingelast door het koninklijk besluit van 18 december 1957, onder het eerste artikel, A, van de wet van 16 maart 1954, betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden geschrapt.

§ 3. Het actief en het passief van het Fonds worden door de Staat overgenomen en worden, overeenkomstig een nadere regeling vastgelegd door de Koning, ter beschikking gesteld respectievelijk ten laste gelegd van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur.

Art. 19. De studenten die op grond van de wet van 19 maart 1954 aanspraak kunnen maken op de vernieuwing van hun studiebeurs en die aan de voorwaarden van deze wet voldoen, ontvangen een studietoelage die niet lager is dan het bedrag van die studiebeurs.

Art. 20. De ambtenaren van niveau I van de diensten voor studietoelagen kunnen alle inlichtingen inwinnen, die zij nuttig achten voor de toepassing van deze wet.

Voor de toepassing van deze bepalingen worden de ambtenaren van het Ministerie van Financiën vrijgesteld van de geheimhouding, hun opgelegd bij de gecoördineerde wetten op de inkomstenbelastingen.

Art. 21. De wet van 19 maart 1954, houdende instelling van een Nationaal Studiefonds, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1966 en bij het koninklijk besluit nr. 16 van 18 april 1967, wordt opgeheven.

Art. 22. Les présentes dispositions coordonnées sont applicables à tout étudiant qui est inscrit dans une institution d'enseignement établie en région de langue française, à tout étudiant inscrit dans une institution d'enseignement de langue française à Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à tout étudiant qui, à l'étranger, est inscrit dans une section française d'un établissement de régime belge.

Ces institutions doivent être organisées, subventionnées ou reconnues par l'Etat.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 octobre 1980.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
membre de l'Exécutif de la Communauté française,

G. MATHOT

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Fonds des accidents du travail
Comité de gestion. — Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 15 décembre 1980, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

— Démission honorable de son mandat de membre du comité de gestion du Fonds des accidents du travail est accordée à M. Dony, Hector, qui a atteint la limite d'âge.

— M. Van Thielt, Ivo, directeur général de l'« Assurantie van de Belgische Boerenbond », est nommé membre du comité de gestion du Fonds susdit, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de M. Dony, H., dont il achèvera le mandat.

Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire. — Conseil d'administration. — Démission. — Nomination

Par arrêté ministériel du 15 décembre 1980, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

— Démission honorable de son mandat de membre-vice-président du conseil d'administration de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire, est accordée à M. Bonroy, Jozef, qui a atteint la limite d'âge.

— M. Lismonde, Leo, membre du conseil d'administration de la Caisse spéciale de compensation susdite, est nommé vice-président de ce conseil d'administration, au titre de représentant des employeurs affiliés, en remplacement de M. Bonroy, J.

— M. Cornelissens, Lucien, patron scieur de diamant, est nommé membre du conseil d'administration de la Caisse spéciale de compensation susdite, au titre de représentant des employeurs affiliés, en remplacement de M. Bonroy, J., dont il achèvera le mandat.

Fonds national de retraite des ouvriers mineurs
Comité de gestion. — Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 23 décembre 1980, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

— Démission honorable de son mandat de membre du comité de gestion du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, est accordée, à sa demande, à M. Sequaris, Gérard.

Art. 22. Deze gecoördineerde bepalingen zijn van toepassing op ieder student die ingeschreven is in een onderwijsinrichting gevestigd in het Franse taalgebied, op ieder student ingeschreven in een onderwijsinrichting met het Frans als onderwijstaal te Brussel-Hoofdstad, evenals op ieder student in het buitenland ingeschreven in een Franse afdeling van een Belgische inrichting.

Deze inrichtingen moeten georganiseerd, gesubsidieerd of erkend zijn door de Staat.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 oktober 1980.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,
lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

G. MATHOT

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Fonds voor arbeidsongevallen
Beheerscomité. — Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 15 december 1980, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt :

— Wordt eervol ontslag uit zijn mandaat van lid van het beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen verleend aan de heer Dony, Hector, die de leeftijdsgrens heeft bereikt.

— Wordt de heer Van Thielt, Ivo, directeur-generaal van de « Assurantie van de Belgische Boerenbond », benoemd tot lid van het beheerscomité van voornoemd Fonds in hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer Dony, H., wiens mandaat hij zal voleindigen.

Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid. — Raad van beheer. — Ontslag. — Benoemingen

Bij ministerieel besluit van 15 december 1980, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt :

— Wordt eervol ontslag uit zijn mandaat van lid-ondervoorzitter van de raad van beheer van de Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid, verleend aan de heer Bonroy, Jozef, die de leeftijdsgrens heeft bereikt.

— Wordt de heer Lismonde, Leo, lid van de raad van beheer van voornoemde Bijzondere Verrekenkas benoemd tot ondervoorzitter van deze raad van beheer, in hoedanigheid van vertegenwoordiger van de aangesloten werkgevers, ter vervanging van de heer Bonroy, J.

— Wordt de heer Cornelissens, Lucien, diamantzagerspatroon, benoemd tot lid van de raad van beheer van voornoemde Bijzondere Verrekenkas, in hoedanigheid van vertegenwoordiger van de aangesloten werkgevers, ter vervanging van de heer Bonroy, J., wiens mandaat hij zal voleindigen.

Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers
Beheerscomité. — Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 23 december 1980, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt :

— Wordt eervol ontslag, uit zijn mandaat van lid van het beheerscomité van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers, op zijn verzoek, verleend aan de heer Sequaris, Gérard.